

Roch DENIS (1976)
(sociologue québécois)

Les marxistes et l'émancipation de la femme

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Roch Denis (1976)

Les marxistes et l'émancipation de la femme

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Roch Denis (1976), Les marxistes et l'émancipation de la femme. Montréal : Les Presses socialistes internationales, 1976, 48 pages. Collection : Documents du Groupe socialiste des travailleurs du Québec, n° 2.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 15 janvier 2003 à Chicoutimi, Québec.

Édition corrigée le 15 février 2007.



Table des matières

Présentation

1. La femme : "doublement exploitée"
2. La femme exclue de la politique, obstacle majeur à la révolution et au socialisme
3. L'oppression de la femme, une question démocratique
4. Faut-il revendiquer les droits démocratiques de la femme ?
5. La libération des femmes n'est possible que par le socialisme
6. Les principes, les tâches et la méthode du travail communiste parmi les femmes
 - A) Les principes
 - B) Les tâches
 - C) La méthode
7. Comment le parti structure-t-il son travail parmi les femmes ?

Conclusion

Présentation

[Retour à la table des matières](#)

Dans tous les pays capitalistes, même ceux qui se prétendent les plus démocratiques, les femmes sont doublement opprimées : d'une part comme membres des classes laborieuses par le régime du profit, d'autre part, comme femmes, parce que pèse sur elles seules le fardeau des tâches domestiques et que les institutions et les lois les maintiennent dans une situation de profonde inégalité par rapport à l'homme.

Au cours des dernières années, les luttes contre cette oppression ont connu une importance grandissante ; luttes pour un système public de garderies, pour le droit à l'avortement, pour le salaire égal à travail égal, etc. Au Québec notamment les femmes ont été de plus en plus nombreuses à combattre pour ces droits. Le mouvement ouvrier organisé s'est engagé dans des revendications et des batailles sur la situation des femmes impliquant l'ensemble des travailleurs. La Centrale de l'Enseignement du Québec, la Fédération des Travailleurs du Québec ont produit des documents qui révélaient une conscience aiguë du sort fait à la femme en régime capitaliste en même temps qu'ils appuyaient les luttes déjà entreprises en vue de les renforcer et de les élargir. Les délégués au congrès de la Confédération des Syndicats Nationaux en 1974 décidaient de doter leur centrale d'une position élaborée sur la question en vue du congrès de 1976.

Cette recrudescence des luttes contre l'oppression de la femme accompagnait une montée générale des luttes des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, Elle se produisait au moment même où l'État bourgeois, pour maintenir en vie le régime du profit, est obligé de s'attaquer aux droits démocratiques et sociaux, que ce soit les droits du travail, salaires et conditions de travail, droits d'organisation, droit de grève, ou les conditions de vie, santé, éducation, logement, etc.

Pour les militants ouvriers, cette évolution revêt la plus grande importance. L'entrée des femmes dans la lutte active contre la "double oppression" dont elles sont l'objet renforce le combat de toute la classe ouvrière. La classe ouvrière dans son combat ne peut pas rester indifférente au sort fait à des millions de femmes, elle ne peut pas rester passive devant l'étouffement des droits démocratiques et sociaux des femmes.

Le combat pour les libertés démocratiques, pour le socialisme est indivisible. On ne peut prétendre lutter pour la défense de ces droits en certains domaines et les laisser fouler aux pieds en d'autres. La lutte contre l'oppression de la femme est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation.

Quelle est la situation faite à la femme en régime capitaliste ? D'où vient l'oppression dont elle est l'objet ? Comment lutter pour combattre cette oppression ? Pourquoi cette oppression ne peut être éliminée sous le régime de la propriété privée et du profit ? Qu'est-ce que le socialisme apporte à la femme ?

Ces questions qui sont aujourd'hui débattues partout dans le mouvement ouvrier doivent recevoir les réponses les plus claires. Le mouvement communiste a accumulé à leur sujet une somme d'expériences et d'enseignements théoriques qui sont d'une grande richesse, .Même si certains, poursuivant d'autres buts, voudraient plutôt faire croire que le marxisme n'a, rien apporté de valable concernant].émancipation de la femme.

Pour les luttes présentes, il est essentiel de partir des acquis théoriques et politiques du mouvement communiste sur la question de la femme comme sur l'ensemble des questions de la lutte des classes. Ces acquis, en ce qui a trait au combat contre l'oppression de la femme sont condensés notamment dans des textes de Friedrich ENGELS et de LÉNINE, mais aussi dans les débats et les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste dirigée par LÉNINE et TROTSKY, entre 1919 et 1923.

En ce sens, la présente brochure ne vise pas à rendre compte de l'oppression des femmes au Canada et au Québec comme telle *. Elle est plutôt un résumé des acquis du marxisme et du communisme sur la question, en vue de contribuer au renforcement des luttes actuelles notamment dans le mouvement ouvrier. En conclusion, elle comporte un certain nombre des résolutions adoptées sur le sujet en février 1976, par le congrès du Groupe socialiste des travailleurs du Québec. Cette brochure et ces conclusions organisationnelles s'inscrivent dans le combat du GSTQ contre l'oppression de la femme, pour la défense des libertés démocratiques, pour la révolution socialiste.

R. D.
le 16 mai 1976

* *Le GSTQ prépare pour l'automne 1976 une brochure sur la question des droits des femmes dans la lutte des classes au Canada et au Québec*

Les marxiste et l'émancipation de la femme

1.

La femme : "doublement exploitée"

[Retour à la table des matières](#)

Marx et Engels ont porté une attention particulière au sort fait à la femme en régime capitaliste. Tout en démontrant scientifiquement que la suppression de toutes formes d'oppression passe par la suppression de l'exploitation du travail par le capital, Marx et Engels n'en ont pas moins analysé les aspects spécifiques de l'oppression dont la femme est l'objet. Dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Engels a montré qu'historiquement l'oppression de la femme ne coïncide pas avec l'apparition du capitalisme mais remonte aux sociétés fondées sur la division sociale du travail et la propriété privée, elle-même engendrée par l'apparition du surplus.

Aux premiers stades de l'humanité, et du fait du faible développement des forces productives, l'apport de l'homme par son travail extérieur était fort réduit et sa possession de moyens de travail petits et rudimentaires ne le plaçait pas en position de suprématie vis-à-vis de la femme. Les conditions matérielles plaçaient l'homme et la femme dans des conditions d'égalité : le travail domestique de la femme était aussi important que le

travail "extérieur" de l'homme. Ce n'est qu'avec le développement des moyens de travail, et l'accroissement conséquent de la production, que le travail de l'homme revêtira une importance de plus en plus grande par rapport aux tâches domestiques et procurera à l'homme une situation sociale et familiale de domination sur la femme. Celle-ci sera en constante position d'infériorité.

"La même cause qui avait assuré à la femme sa suprématie antérieure dans la maison : le fait qu'elle s'adonnait exclusivement aux travaux domestiques, cette même cause assurait maintenant dans la maison la suprématie de l'homme : les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus, maintenant, à côté du travail productif de l'homme ; celui-ci était tout ; ceux-là n'étaient qu'un appoint négligeable." ¹

En retraçant l'origine de l'oppression de la femme, dans les sociétés fondées sur la division sociale du travail, Engels a pu également démontrer comment l'avènement du capitalisme et de la grande industrie a renforcé comme jamais auparavant l'oppression de la femme et son infériorité sociale tout en créant les bases matérielles de sa libération du joug domestique sous le socialisme. Nous reviendrons sur ce point capital de la démonstration matérialiste dialectique d'Engels.

Lénine a repris, tout en l'élaborant, la même analyse marxiste de la situation de la femme en régime capitaliste.

"Dans tous les pays civilisés, écrit-il, même les plus avancés, la situation des femmes est telle que c'est à juste titre qu'on les appelle des esclaves domestiques. Il n'est pas un seul État capitaliste, fut-ce la république la plus libre, où les femmes jouissent de l'égalité des droits pleine et entière". ²

"La femme demeure *l'esclave domestique* en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les *petites besognes domestiques*, l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînant à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur absurdement improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant". ³

¹ Engels, F., *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions Sociales, 1971, p. 148.

² Lénine, V. I., *Sur l'émancipation de la femme*, Moscou, Éd. du Progrès, 1973, p. 63.

³ Lénine, *ibid.*, p. 67.

"La démocratie bourgeoise promet en paroles l'égalité et la liberté. En fait, les femmes, *la moitié du genre humain*, (s.n.) n'ont reçu nulle part, dans aucune république bourgeoise même la plus avancée, l'égalité juridique avec les hommes, nulle part elles n'ont été affranchies de la tutelle et du joug des hommes" ⁴

"L'instruction, la culture, la civilisation, la liberté, tous ces mots grandiloquents s'allient dans toutes les républiques bourgeoises, capitalistes, à des lois d'une bassesse sans nom ... qui consacrent l'inégalité de la femme, les lois sur le mariage et le divorce, l'inégalité des enfants naturels avec les "légitimes", les privilèges pour les hommes, l'humiliation et les offenses pour la femme". ⁵

Ces quatre citations suffisent à montrer que l'analyse de Lénine n'a rien d'une analyse de portée locale et conjoncturelle liée à la situation de la femme russe au début du siècle. Cette analyse, évidemment, n'a rien de commun non plus avec toutes les variantes du réformisme bourgeois qui prétend se "préoccuper" du sort de la femme pour le "soulager" à l'intérieur même du maintien d'une démocratie bourgeoise "améliorée". Mais elle tranche aussi radicalement avec les préjugés de "marxistes" qui prétendent invoquer leurs principes pour nier le caractère spécifique de l'oppression de la femme.

Ces préjugés qui existaient dans le mouvement communiste au début du siècle et qui existent encore aujourd'hui sous des formes diverses invoquent notamment le fait que l'oppression de la femme ne pourra être supprimée que dans une société sans classes, pour mieux contester la nécessité de mener la lutte contre cette oppression dès maintenant.

En fait, loin d'opposer les principes fondamentaux du communisme à la reconnaissance de l'oppression particulière dont la femme est l'objet, le marxisme s'appuie sur ces principes pour comprendre cette oppression et dégager les conditions de sa suppression. C'est dans cette perspective, et suite notamment aux interventions de Lénine dans un entretien avec Clara ZETKIN que l'Internationale communiste, à son troisième congrès, définissait ses thèses sur le travail parmi les femmes en reconnaissant le caractère de "double oppression" ⁶ dont celles-ci font l'objet.

⁴ Lénine, *ibid.*, p. 77.

⁵ Lénine, *ibid.*, p. 79.

⁶ *Quatre premiers congrès mondiaux de l'I.C.*, Maspéro, 1969, p. 144.

Cette double oppression résidait dans le fait que les femmes, en tant que membres des classes laborieuses - c'est le cas de l'immense majorité d'entre elles - sont opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire socialement, et d'autre part aussi sur la base de leur sexe, en tant que femmes, par les lois et le fardeau des tâches domestiques qui pèse exclusivement sur elles.

On verra plus loin comment cette reconnaissance de la *double* oppression de la femme n'est pas un fait secondaire mais est au contraire déterminante pour l'orientation du travail communiste parmi les femmes et pour ce qui est de l'organisation même de ce travail dans les structures du parti.

Les marxiste et l'émancipation de la femme

2.

La femme exclue de la politique, obstacle majeur à la Révolution et au Socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Il est un élément majeur qui distingue les "analystes bourgeois" de la situation de la femme et les communistes. Les premiers ont toujours considéré cette situation dans le cadre de la défense de l'ordre bourgeois, pour mieux assurer son maintien, en prétendant soulager, par exemple, les aspects les plus criants de l'oppression légale, économique et politique dont la femme est l'objet. Les communistes, eux, n'ont analysé la situation de la femme que par rapport à la réalisation du socialisme - seul régime capable de transformer de fond en comble la situation de la femme et les rapports hommes-femmes. Pour l'Internationale communiste, la conséquence majeure de l'esclavage domestique de la femme résidait dans son exclusion, à toutes fins utiles, de la vie politique, dans le fait que, prisonnière de ces tâches au foyer, et maintenue sous un système de lois qui la place en situation d'infériorité, la femme ne peut jamais prétendre avoir les mêmes possibilités que l'homme de participer à la vie politique. Le développement de sa conscience sociale et politique s'en trouve réduit d'autant.

C'est ce que constatait Lénine en écrivant que "Dans la société capitaliste la femme est dans un état d'infériorité légale tel que sa participation à la vie politique est infiniment moindre que celle de l'homme".

Or cet état de fait a lui-même des conséquences politiques extrêmement graves. L'Internationale communiste déclarait en 1921 :

"Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement, des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Église et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de la libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement *constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire*"⁷. (L'italique est de l'auteur)

Sachant apprécier parfaitement la situation de double oppression de la femme en régime capitaliste, tenant un compte rigoureux du fait que la participation de la femme à la politique ne pourra jamais être équivalente à celle de l'homme dans les conditions de ce régime, les communistes savent l'importance de combattre, même dans les conditions du capitalisme, contre l'oppression qu'elle subit et contre son exclusion de la politique. Les communistes proclament la nécessité d'engager un travail politique systématique parmi les masses de femmes pour combattre sans répit l'emprise de la bourgeoisie et de l'Église sur elles et pour les entraîner, malgré les obstacles domestiques, dans la lutte politique. Il y va du triomphe même de la révolution prolétarienne et donc aussi de l'émancipation véritable de la femme comme telle, impossible sous le règne du capitalisme et de l'exploitation. Même une fois la révolution prolétarienne accomplie, il y va de la réalisation même du socialisme.

⁷ *Quatre premiers congrès ... op. cit., pp. 143-144.*

Les marxistes et l'émancipation de la femme

3.

L'oppression de la femme, Une question démocratique

[Retour à la table des matières](#)

C'est parce qu'ils reconnaissent l'oppression de la femme en tant que femme, sur la base du sexe, et non pas seulement en tant que prolétaire, par le capital, que les communistes abordent cette question comme une question démocratique, soulevée dans les États capitalistes. S'exprimant sur la situation de la femme, Lénine écrit à ce sujet :

"Prenez la religion, ou l'absence de droits pour la femme, ou l'oppression et l'inégalité en droits pour les nationalités non russes. Autant de problèmes relevant de la révolution démocratique bourgeoise". ⁸

Mais justement, bien que relevant de la révolution démocratique, la question de la femme n'a pas été résolue dans le cadre de l'accomplissement de cette révolution :

⁸ Lénine, op. cit., p. 92.

"Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution (...) avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'État à telle ou telle religion (ou "à l'idée de religion", à la -religiosité- en général), de l'inégalité des nationalités. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le "respect" - de la "sacro-sainte propriété privée". ⁹

Même dans les États capitalistes où l'égalité des conditions a été proclamée dans la loi, l'exercice plein et entier des droits démocratiques est demeuré partout irréalisable pour les classes opprimées. Car,

"Ce qui est habituel en régime capitaliste, non pas en tant que cas isolés, mais en tant que phénomène typique, ce sont des conditions qui rendent impossible aux classes opprimées la "réalisation" de leurs droits démocratiques. Dans la majorité des cas, le droit au divorce demeure irréalisable en régime capitaliste, car le sexe opprimé y est économiquement écrasé, car la femme en régime capitaliste, demeure, quel que soit le système de démocratie, une "esclave domestique", confinée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine". ¹⁰

En d'autres termes, pour que la femme ait un réel accès au droit au divorce qui lui est parfois "reconnu", sur papier, il faudrait que les tâches domestiques qui pèsent sur elles soient supportées par l'ensemble de la société. Mais sans système de garderie universel et public, sans prise en main collective des soins aux enfants, de leur éducation, sans accès généralisé aux moyens techniques perfectionnés permettant de réduire considérablement le poids et le temps des tâches ménagères (entretien, lavage, etc.) comment prétendre que la femme peut pleinement exercer son droit au divorce ? La condition essentielle de l'exercice de ce droit serait qu'elle puisse assurer sa propre subsistance, en allant sur le marché du travail. Or tel n'est pas le cas en régime capitaliste parce que la charge des enfants et des tâches domestiques est reportée sur la femme plutôt qu'assumée par la société. La femme peut difficilement à la fois se trouver un travail à l'extérieur et assumer pleinement la charge des enfants et des tâches domestiques qui pèsent sur elle. Et L'on sait que dans le cas où la femme est condamnée à ce double régime de travail, elle y sacrifie sa

⁹ Lénine, *ibid.*, p. 92.

¹⁰ Lénine, *ibid.*, p. 45.

vie, son développement intellectuel, et bien sûr aussi sa participation à la vie politique. Ce ne sont pas là non plus des conditions réelles d'exercice véritable du droit au divorce.

C'est parce que le régime capitaliste est un régime fondé sur la "sacro-sainte propriété privée", sur l'exploitation du travail par le capital, que :

"... il n'est pas *un seul pays*, parmi les plus avancés du monde, où *ces questions* (démocratiques) aient été résolues *jusqu'au bout*, dans le sens *démocratique bourgeois*." ¹¹

Seule la révolution prolétarienne pourra résoudre *jusqu'au bout* les questions démocratiques demeurées sans solution dans les États capitalistes.

Sur la question démocratique de l'oppression de la femme, comme sur l'ensemble des questions démocratiques inachevées, Lénine défend la théorie de la révolution permanente. ¹² Il écrit :

"En réalité, la révolution bolchévique seule est précisément une révolution démocratique conséquente en matière de mariage, de divorce et de la situation des enfants naturels. Or, cette question touche le plus directement les intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule la révolution bolchévique, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se prétendent démocratiques, a, pour la première fois, combattu résolument, dans le sens indiqué, la réaction et le servage aussi bien que l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes." ¹³

¹¹ Lénine, *ibid.*, p. 92.

¹² Exposé par Marx dès 1850, la théorie de la révolution permanente a été reprise et élaborée par Trotsky en 1905 dans son article "Bilan et Perspectives" et dans une série de textes groupés sous le titre *La révolution permanente* entre 1928-1931. Dans un de ses aspects fondamentaux, la théorie de la révolution permanente démontre que la révolution bourgeoise démocratique ayant échoué à résoudre jusqu'au bout les questions démocratiques qui étaient de son ressort, il revient à la classe ouvrière de résoudre ces questions, dans le cadre de sa révolution. Il en résulte que la classe ouvrière ne doit pas appuyer la bourgeoisie ou ses représentants démocrates pour solutionner ces questions au sein du régime bourgeois, mais doit s'organiser dès le départ en parti distinct en vue de résoudre une fois au pouvoir les questions démocratiques aussi bien que les questions sociales.

¹³ Lénine, *op. cit.*, p. 95.

C'est par la révolution prolétarienne, par la lutte du prolétariat au compte de ses propres intérêts que la révolution démocratique peut être achevée au moment même où elle se transmue en révolution sociale, en révolution socialiste. Sur la question de la femme, comme sur la question nationale et les autres questions démocratiques la stratégie communiste rejette le "social-coalitionisme", l'étapisme démocratique avec la bourgeoisie et pousse en avant le combat de la classe ouvrière, seule classe capable d'achever la révolution démocratique bourgeoise inachevée.

Les marxiste et l'émancipation de la femme

4.

Faut-il revendiquer les droits démocratiques de la femme ?

[Retour à la table des matières](#)

Puisque nulle part, dans aucun pays capitaliste, les questions démocratiques ne peuvent être résolues jusqu'au bout, puisque les droits démocratiques même reconnus à la femme sont généralement irréalisables, s'en-suit-il qu'en régime capitaliste le prolétariat puisse se dispenser de mener la lutte pour les revendications démocratiques ? Lénine répond :

"Seuls des gens absolument dépourvus de réflexions ou absolument ignorants du marxisme en tirent cette conclusion ... Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son "esclavage domestique" est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète (elle n'est pas complète sans la liberté de séparation), et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme, et non à l'absence de droits. Et ainsi de suite". ¹⁴

¹⁴ Lénine, *ibid.*, pp. 45-46.

Revendications démocratiques et socialisme ne s'opposent pas comme certains voudraient les opposer. Au contraire, sans la lutte pour les revendications démocratiques, pour la plus grande démocratie, il n'est pas possible de prétendre lutter pour le socialisme.

C'est bien ce que Lénine proclame dans un paragraphe qu'on croirait adressé aujourd'hui à tous les faux champions de la révolution prolétarienne au Portugal qui, il y a quelques mois à peine, se faisaient les fossoyeurs de la liberté de presse démocratique bourgeoise, dans l'affaire du journal Republica :

"... comme *tous* les droits démocratiques sans exception, le droit au divorce est, en régime capitaliste, difficilement réalisable, conditionnel, limité, étriqué et formel, mais néanmoins aucun social-démocrate (ancienne dénomination des révolutionnaires) digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit. Or, c'est là le fond de la question. *Toute* la "démocratie" consiste dans la proclamation et la réalisation de "droits" difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste ; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est *impossible*". ¹⁵

Il en va du droit au divorce comme de tous les droits de la femme foulés au pied en régime capitaliste. Mais c'est aussi le cas de l'exercice de la fonction de la maternité.

Les communistes considèrent avec la plus grande attention "les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société". ¹⁶ Ils reconnaissent "la maternité comme une fonction sociale" et luttent pour l'application de "toutes mesures nécessaires à la défense de la femme comme mère", ¹⁷ sans pour autant réduire la fonction sociale de la femme à la maternité.

¹⁵ Lénine, *ibid.*, pp. 46-47. Lénine note à cette occasion qu'en luttant pour l'entière liberté du divorce (l'absence de cette liberté constitue une "superbrimade à l'égard du sexe opprimé") les communistes *n'invitent* pas pour autant toutes les femmes à quitter leur mari ! pp. 44-45.

¹⁶ *Quatre premiers congrès mondiaux*, *op. cit.*, p. 145.

¹⁷ *Ibid.*, p. 145.

C'est donc dire qu'ils ne combattent pas le capitalisme et l'oppression de la femme sous ce régime, en appelant les femmes et les couples à ne pas faire d'enfants pour mieux soulager leur oppression et être mieux en mesure de participer à la lutte politique ! Bien au contraire. Les communistes n'acceptent pas les conditions faites aux femmes et aux couples dans l'accomplissement de la fonction de la maternité et de reproduction de la vie. Ils savent que cette fonction ne pourra s'exercer pleinement, dans les meilleures conditions que sous le socialisme, mais ils la défendent au sein même du capitalisme dans l'intérêt du prolétariat tout entier.

Il faut, sur cette question fondamentale, citer les longues remarques de Lénine contre les petits-bourgeois dont certains, gauchistes, qui invoquent les conditions d'exploitation du capitalisme pour prêcher leur refus de mettre au monde des enfants-qui-ne-connaîtront-que-la-souffrance ...

Pourquoi, demande Lénine, s'agirait-il de mettre au monde des enfants destinés seulement à subir les maux du capitalisme ?

"Pourquoi pas, ajoute-t-il, les enfants ne seraient-ils pas destinés à lutter, d'une façon meilleure, plus unie, plus consciente et plus résolue que nous, contre les conditions actuelles de vie, qui estropient et détruisent notre génération ?"

En fait, comme l'explique Lénine, cette prétendue préoccupation à l'endroit du sort de misère que connaîtront les enfants mis au monde et la femme qui les mettra au monde, n'est qu'une théorisation de la situation sociale en déclin de ces petits-bourgeois. Il écrit :

"Le petit-bourgeois voit et sent qu'il va vers sa perte, que la vie devient de plus en plus difficile, la lutte pour l'existence de plus en plus implacable, sa situation et celle de sa famille de plus en plus désespérée. Le fait est incontestable".

Mais justement,

"Le petit-bourgeois proteste à titre de représentant d'une classe irrémédiablement condamnée, d'une classe qui désespère de son avenir, d'une classe terrorisée et poltronne. Il n'y a rien à faire ; qu'au moins nos enfants, qui subiraient nos tourments et notre baigne, notre misère et nos humiliations, soient aussi peu nombreux que possible : tel est le cri du petit-bourgeois".

"La classe ouvrière n'est pas en train de périr ; elle grandit, elle se fortifie, elle mûrit, elle s'unit, elle s'éduque et s'aguerrit dans la lutte. Nous sommes pessimistes en ce qui concerne le servage, le capitalisme et la petite production, mais nous sommes d'ardents optimistes en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses objectifs. Nous posons déjà les fondations du nouvel édifice, et nos enfants achèveront de le construire". ¹⁸

Les communistes sont donc irrémédiablement opposés aux mots d'ordre petits bourgeois ou gauchistes petits-bourgeois, qui prétendent défendre la femme en la prévenant contre la mise au monde des enfants en régime capitaliste ou qui justifient leur refus de procréer en invoquant les conditions d'exploitation de ce régime.

Cela d'ailleurs n'empêche nullement les communistes de faire de l'avortement une de leurs revendications principales et de lutter pour l'abrogation absolue de toutes les lois qui répriment l'avortement ou la contraception. La défense de la fonction sociale de la maternité est indissociable de la défense du droit de la femme de disposer de sa personne, droit qui ne peut s'exercer sans le libre accès à la contraception et à l'avortement.

Les communistes doivent donc lutter pour ces revendications en faveur des femmes. Il ne s'agit pas pour eux, par ce programme de revendications, de faire croire en la capacité du capitalisme de corriger la situation de la femme. Il ne s'agit pas de susciter des illusions sur les réformes possibles.

Pour lutter contre l'oppression des femmes, et pour leurs droits, les communistes mettent de l'avant un ensemble de revendications transitoires ¹⁹ aptes à faire le pont entre la situation actuelle des femmes, leur état de conscience et ce que pourra seule leur apporter le socialisme. C'est dans ce sens que Lénine écrit :

¹⁸ Lénine, op. cit., pp. 30-31.

¹⁹ Fondées sur les besoins concrets et pressants des femmes des classes laborieuses, le salaire égal pour un travail égal, leur égalité devant la loi, un système public généralisé de garderies, le droit au divorce, le droit à l'avortement, etc., ces revendications ne peuvent être satisfaites pleinement par le régime capitaliste mais elles entraînent les femmes dans la lutte politique, leur apportent la démonstration concrète de la nécessité d'un nouveau régime. Formulées à partir des besoins actuels elles sont transitoires parce qu'elles appellent le passage au socialisme pour se réaliser complètement.

"Aussi est-il tout-à-fait juste que nous fassions des revendications en faveur des femmes. Ce n'est pas un programme minimum, ni un programme de réformes du genre social-démocrate, dans l'esprit de la IIe Internationale. Ce n'est pas l'aveu que nous croyons à la perpétuité ou du moins à la longévité de la bourgeoisie et de son État. Ce n'est pas non plus une tentative d'apaiser les masses de femmes par des réformes et les détourner du chemin de la lutte révolutionnaire. Il n'y a là rien de commun avec la tricherie réformiste. Nos réclamations dérivent pratiquement du fait d'une misère atroce et des humiliations que la femme, faible et privée de droits, subit en régime bourgeois. Nous certifions, par cela même, que nous connaissons ces besoins et cet asservissement, que nous nous rendons compte de la situation privilégiée de l'homme, que nous haïssons cette iniquité et voulons abolir tout ce qui opprime et fait souffrir l'ouvrière, la femme de l'ouvrier, la paysanne, la femme d'un homme de petite condition et même, sous beaucoup de rapports, la femme issue de la classe aisée.

"... il faut que dans la conscience des femmes notre appel soit politiquement lié aux souffrances, aux besoins et aux désirs des femmes laborieuses. Qu'elles sachent que la dictature du prolétariat signifie pour elles l'absolue égalité en droits avec les hommes, *de jure et de facto*, au sein de la famille, dans l'État et la société, ainsi que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie". ²⁰

²⁰ Lénine, op. cit., pp. 116 et 118.

Les marxiste et l'émancipation de la femme

5.

La libération des femmes n'est possible que par le socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Il importe de voir maintenant la démonstration scientifique qui fonde la reconnaissance de ce principe proclamé par- Engels, Lénine, l'Internationale Communiste, à savoir qu'il n'y a pas de libération de la femme sans socialisme.

Ce qui est le propre des modes de production fondés sur l'appropriation privée qui se sont succédés dans l'histoire de l'humanité jusqu'à aujourd'hui c'est d'avoir fait reposer sur la femme et exclusivement sur elle, l'essentiel des tâches privées domestiques.

Obligée d'y consacrer le plus clair de sa vie, la femme ne pouvait donc avoir accès au travail social, à la production sociale au même titre que l'homme.

Dans les modes de production qui ont précédé le capitalisme, cette situation était engendrée par les conditions matérielles elles-mêmes. Elle était le produit nécessaire du faible développement des forces productives. Disons, en simplifiant-, qu'il n'y avait ni machine à laver les vêtements, ni machine à laver la vaisselle, ni non plus tout l'équipement tech-

nique ménager qu'on connaît aujourd'hui et qui aurait pu diminuer considérablement le temps de travail consacré à ces tâches et libérer d'autant la dépense d'énergie humaine pour d'autres tâches. ²¹ Ces tâches domestiques devaient néanmoins être accomplies, mais avec des moyens de travail extrêmement rudimentaires, peu perfectionnés, le travail se faisait presque essentiellement à la main et non pas à la machine et c'est la femme qui, du fait qu'elle est constituée biologiquement pour porter, accoucher et allaiter les enfants, héritait en même temps de tous les autres travaux domestiques qui, pourtant, eux, ne reviennent pas biologiquement à la femme plus qu'à l'homme : laver, repasser, faire les repas, les courses, etc.

L'avènement du capitalisme a de ce point de vue, en regard des modes antérieurs de production, constitué un bond en avant formidable de l'humanité. Par le développement sans précédent des forces productives, en décuplant comme jamais antérieurement la force productive du travail par l'introduction de la machine, en remplaçant dans l'ensemble des secteurs le travail à la main par le travail à la machine, le capitalisme a créé pour la première fois les bases matérielles permettant d'abolir cette division du travail qui enchaînait jusqu'alors la femme au foyer, lui faisait prendre tout son temps et gaspiller sa vie entière dans les travaux du ménage et permettait à l'homme seul d'avoir accès au travail social.

Le capitalisme a créé les bases matérielles de l'égalité de la femme et de l'homme, mais il n'a pas ajusté ces bases matérielles nouvelles aux nouveaux rapports sociaux qu'elles commandent. Il a maintenu la production devenue sociale sous le mode d'appropriation privée et il a laissé au domaine de la propriété privée familiale l'ensemble des tâches domestiques qui sont ainsi restées le lot exclusif de la femme malgré les bases matérielles nouvelles. Il a empêché que les nouvelles conditions matérielles servent à libérer l'énergie physique et intellectuelle de la femme pour un travail cent fois plus productif.

Plus encore, le capitalisme a rendu plus insupportable que jamais l'isolement de la femme à la maison en réduisant considérablement l'importance du travail domestique par rapport au caractère déterminant pour le progrès de la société de la grande production industrielle.

²¹ Il n'y avait pas non plus de moyens contraceptifs.

Même lorsqu'il a requis, pour la grande production, le travail de la femme (et des enfants) à l'usine, le capitalisme, basé sur le profit, s'est nourri de l'oppression de la femme et l'a reproduite, là-même, en lui payant un salaire inférieur pour le même travail, sans par ailleurs la décharger des travaux domestiques.

Mais les forces productives sociales gigantesques de l'humanité qui étouffent sous le carcan de la propriété privée réclament un mode d'appropriation qui leur corresponde, le mode d'appropriation sociale, le socialisme.

Seul le socialisme, qui concilie les rapports sociaux avec les bases matérielles, peut permettre d'assurer aux individus la propriété collective de ce qu'ils produisent collectivement.

Il ne s'agit pas d'un idéal, d'une utopie, inventé dans la tête d'un génie, il s'agit du mouvement réel par lequel les forces productives produites par le travail humain, par le travail de millions d'hommes, c'est-à-dire socialement, ne peuvent plus se développer en continuant d'être gérées privément, dans l'anarchie, mais ont besoin pour leur développement d'être gérées et planifiées socialement.

Les bases matérielles, les forces productives acquises par l'humanité permettraient aujourd'hui de socialiser le travail domestique, c'est-à-dire de faire reporter sur l'ensemble de la société le poids de ce travail. Il faut pour cela que sautent les barrières de la propriété privée. Seul le socialisme peut permettre d'étendre la socialisation de la production jusqu'aux travaux domestiques et libérer la femme, la moitié du genre humain, pour la production sociale.

Le fondement de la libération de la femme repose donc, dans le cadre du socialisme, sur le fait, pour elle, d'être placée dans les mêmes conditions que l'homme pour ce qui est du travail social productif. L'émancipation de la femme ne réside pas dans le fait que le socialisme donnera à la femme de meilleures conditions pour s'acquitter des tâches domestiques, elle réside dans le fait que, libérée du joug domestique, la femme portera l'obligation du travail social dans les mêmes conditions que tous les membres de la société, sans que ses fonctions proprement maternelles soient plus longtemps un obstacle à sa participation au travail social.

L'émancipation de la femme, c'est la femme au travail et non pas la femme à la maison ! C'est la réalisation des conditions pour que la

femme puisse travailler, la socialisation des tâches domestiques et l'appui réel de la société pour l'accomplissement de la fonction maternelle.

Engels a le premier fourni cette explication scientifique du contenu réel de l'émancipation de la femme ; il faut citer ce paragraphe qui reste un chef-d'œuvre de la méthode du marxisme :

"Ici déjà, il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec le développement de la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique". ²²

En plus de montrer par la dialectique comment la révolution dans les rapports homme-femme trouve sa condition objective dans la révolution des conditions matérielles (le passage à la grande industrie), ce texte d'Engels rejette toute interprétation mécaniste selon laquelle l'émancipation de la femme trouverait son *achèvement* spontané dans l'accès généralisé de la femme au travail social.

Engels écrit bien "Pour que l'émancipation de la femme devienne *réalisable*..." il y faut d'abord les conditions matérielles, signifiant par là qu'en dehors de ces conditions, l'émancipation n'est pas *réalisable*, mais signifiant par là aussi, et du fait même, que l'émancipation sera une *tâche, un combat historique* de la société et non pas le simple produit spontané, direct et automatique de la socialisation des travaux domestiques et de l'accès de la femme au travail social. Inscrite depuis des siècles dans les rapports homme-femme, touchant l'ensemble des aspects de la vie, pénétrant profondément la vie économique, la vie politique, mais aussi la culture, les mentalités, l'oppression de la femme, son inégalité face à l'homme ne pourra être extirpée des pores de la société que par un long combat du socialisme pour l'égalité pleine et entière "de jure et de facto" des hommes et des femmes.

²² Engels, F., op. cit., p. 148.

À son troisième congrès, l'Internationale Communiste reprenait cette thèse selon laquelle "l'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime... où la femme de la classe ouvrière portera l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travaillieuse" ... dans lequel la fonction naturelle (biologique) de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité". ²³

De même, Lénine est revenu à plusieurs reprises sur cette question. Et tout en réaffirmant que ce n'est que dans le cadre du socialisme que la femme pourra participer au travail social *dans les mêmes conditions que l'homme*, Lénine savait apprécier parfaitement le caractère fondamentalement "progressiste" de l'entrée des femmes sur le marché du travail, en régime capitaliste même.

"Il ne fait aucun doute, disait-il, que ces catégories de la population (les femmes, et aussi les adolescents) sont placées par la fabrique capitaliste dans une situation particulièrement pénible ... Il n'en reste pas moins qu'il serait utopique et réactionnaire de vouloir interdire complètement le travail des femmes et des adolescents dans l'industrie ou de maintenir le mode de vie patriarcal qui exclut ce travail. En brisant l'isolement patriarcal de ces catégories qui auparavant ne sortaient jamais du cercle étroit des rapports domestiques et familiaux, en les faisant participer directement à la production sociale, la grande industrie mécanique stimule leur développement et accroît leur indépendance. En un mot, elle leur donne des conditions de vie bien supérieures à l'immobilisme patriarcal des rapports précapitalistes". ²⁴

Le capitalisme ne peut donner à la femme des conditions égales à celles de l'homme de participation à la production sociale. Même en la mettant au travail comme l'homme, il laisse à la femme le fardeau domestique. Mais y compris dans ces conditions, il est indéniablement progressiste que la femme sorte du foyer, échappe à cette prison domestique, élargisse son horizon intellectuel, au-delà des quatre murs de la maison, puisse s'intégrer aux organisations et aux luttes de prolétariat. C'est dans ce sens que les communistes sont partisans indéfectibles de la femme au

²³ *Quatre premiers congrès mondiaux*, op. cit., p. 114 .

²⁴ Le texte de la note n'est pas disponible [JMT].

travail. Non pas parce qu'ils ignorent qu'en régime capitaliste la femme n'a pas accès au travail dans les mêmes conditions que l'homme, non pas parce qu'ils croient que toutes les femmes peuvent avoir accès au travail en régime capitaliste, mais parce qu'ils savent que partout où cela est réalisé ou possible, c'est un gain pour le développement de la conscience sociale et politique de la femme, c'est un gain vers le socialisme. En cela même aussi, les communistes luttent avec acharnement contre les réactionnaires de toutes tendances, contre la Bourgeoisie, contre l'Église catholique qui s'est toujours faite la défenderesse de la femme ... au foyer ! Ils luttent contre la réaction sous toutes ses formes, y compris sous ses formes "modernes" qui maquillent l'oppression sous la proposition "avant-gardiste" (!) de l'attribution d'un salaire à la femme au foyer.

Nous citerons, pour illustrer concrètement ce que la révolution prolétarienne et le socialisme apporteront à la femme, les réalisations de la révolution d'Octobre en ce domaine avant la dégénérescence de l'État prolétarien sous Staline.

C'est Lénine qui passe en revue ces réalisations en rappelant d'abord que l'égalité complète est déjà réalisée dans la législation. Il poursuit :

"Nous faisons participer les femmes à la vie économique, à l'administration, à la législation et à la gestion de l'État. Nous leur ouvrons les portes des cours et des établissements d'enseignement pour parfaire leurs instructions professionnelle et sociale. Nous créons des cuisines publiques et des cantines, des blanchisseries et des ateliers de réparation, des crèches, des jardins d'enfants, des orphelinats, toutes sortes d'établissements d'éducation. Bref nous nous appliquons sérieusement à satisfaire l'exigence de notre programme de décharger sur la société les fonctions ménagères et éducatives du ménage individuel. De cette façon, la femme est affranchie de l'ancienne servitude domestique et de sa dépendance du mari. Elle a toute possibilité de déployer son activité dans la vie sociale, selon ses aptitudes et ses goûts. Quant aux enfants, ils bénéficient de conditions plus favorables à leur développement que celles dont ils disposaient à la maison. Nous avons la législation la plus avancée du monde en ce qui concerne la sécurité du travail féminin. Les délégués des ouvriers organisés la mettent en pratique. Nous instituons des maternités, des foyers pour les femmes et les bébés, nous organisons des consultations pour les mères, des cours de puériculture, des expositions de protection de la maternité et de l'enfance, etc. Nous faisons les efforts les plus sérieux pour subvenir aux besoins des femmes indigentes et sans travail."

"Nous nous rendons parfaitement compte que c'est peu de chose en comparaison des besoins des masses de femmes laborieuses, que c'est encore bien insuffisant pour leur affranchissement effectif. Mais c'est déjà un immense progrès par rapport à la situation en Russie tsariste. C'est même beaucoup en regard de ce qui se fait là où le capitalisme règne encore sans partage. C'est un bon début". ²⁵

²⁵ Lénine, *ibid.*, p. 120-121.

Les marxiste et l'émancipation de la femme

6.

Les principes, les tâches et la méthode du travail communiste parmi les femmes

A) Les principes

[Retour à la table des matières](#)

Dans le travail politique qu'ils font parmi les femmes, les communistes s'appuient donc sur les principes suivants :

-ils ne dissocient jamais la question de l'oppression de la femme et de son émancipation, de l'abolition de la propriété privée et de la réalisation du socialisme dont l'avènement peut seul permettre d'affranchir la femme de son "esclavage" et établir les rapports homme-femme sur la base de l'égalité ;

-ils n'attendent pas la victoire du socialisme pour se saisir de cette question mais luttent systématiquement pour les droits démocratiques de la femme (et l'ensemble des questions démocratiques) parce que cette lutte est une condition fondamentale de la victoire de la révolution prolétarienne ;

-ils n'agissent pas auprès des femmes comme si le socialisme était déjà réalisé, leurs conditions d'accès au travail social égales à celles de l'homme et leur esclavage domestique éliminé ;

-ils apprécient pleinement la *nécessité* d'entraîner les femmes dans la lutte politique, de les faire participer activement à "toutes les branches" de la lutte du prolétariat et de les gagner comme membres à part entière du parti révolutionnaire du prolétariat.

B) Les tâches

[Retour à la table des matières](#)

Quelles sont les tâches qui découlent de ces principes ? L'Internationale Communiste énonçait en 1921 un ensemble de tâches qui restent encore aujourd'hui la base essentielle du travail des communistes parmi les femmes.

Parmi elles, on peut noter :

--éduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du parti ;

-combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes ;

-affermer la volonté et éveiller l'activité de l'ouvrière en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage) ;

-mettre à l'ordre du jour du Parti les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère ;

-lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus

sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse ;

-dans ce sens, et parce que *-le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays*", favoriser le développement des écoles pour adultes et en rendre l'accès facile aux femmes ; mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles ;

-aider les grandes masses du prolétariat féminin à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres, en faveur de nos candidats, tout en faisant ressortir les limites de ces droits pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste et l'affranchissement de la femme ;

-consacrer la plus grande attention à l'application du principe à travail égal, salaire égal ;

-veiller à ce que les femmes soient candidates à toutes les institutions législatives, municipales et autres organes de l'État bourgeois pour y défendre la politique du parti ;

-expliquer aux femmes les avantages économiques et sociaux de la socialisation des travaux ménagers. Leur montrer leur caractère arriéré et non économique de l'isolement des ménages obligés de disposer, chacun, de leur équipement ménager ;

-expliquer aux femmes le défaut de l'éducation bourgeoise des enfants et leur montrer que les enfants pourront disposer *socialement* de conditions d'éducation plus favorables à leur développement que celles dont ils disposaient à la maison ;

-éveiller l'activité politique chez les ménagères ;

-fonder l'ensemble de ces tâches sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe. ²⁶

²⁶ *Quatre premiers congrès mondiaux*, op. cit., pp. 145-147.

C) La méthode

[Retour à la table des matières](#)

Quant à la méthode avec laquelle le travail communiste doit être mené parmi les femmes, l'Internationale Communiste déclare qu'elle doit viser à promouvoir toute action tendant à éveiller l'initiative de la femme, détruire son manque de confiance en ses propres forces, l'entraîner au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, lui apprendre *par la réalité*, le but du communisme et ses principes.

Il s'agit d'une méthode qui ne diffère pas de la méthode communiste du *travail de masse*, mais qui met particulièrement l'accent sur les initiatives et les actions pratiques comme moyen de faire accéder les femmes à la théorie et aux buts du communisme. En d'autres termes, du fait de leur asservissement, de leur isolement familial et des influences bourgeoises énormes qui pèsent sur elles, l'"arriération politique" de la majorité des femmes est à ce point grande qu'il importe tout particulièrement de ne pas les détourner du communisme en les abordant par des séries de proclamations théoriques d'allure abstraite. Il faut au contraire les entraîner au communisme en partant de leur situation concrète et par des luttes concrètes fondées sur leurs besoins réels.

Les syndicats sont à ce titre le terrain fondamental du travail parmi les femmes. Non pas parce qu'ils regroupent une majorité des femmes des classes laborieuses. Ce n'est pas le cas. Mais parce que dans les syndicats se trouvent déjà organisées un nombre important de femmes qui sont ainsi associées aux luttes de l'ensemble des travailleurs. Étant organisées et participant à ces luttes, leur conscience sociale est plus développée. Avec elles, il est possible de développer un travail de masse contre l'oppression de toutes les femmes et de rejoindre ces catégories inorganisées de femmes travailleuses ou de ménagères.

L'Internationale Communiste donne des exemples d'initiatives que les communistes doivent prendre dans leur travail parmi les femmes. Ces exemples caractérisent en même temps la méthode de leur travail qui dans la lutte et l'action pratique vise à coaliser le plus grand nombre de femmes : ainsi, dans les milieux de travail, les communistes doivent sus-

citer l'organisation de réunions d'ateliers ou de départements pour les ouvrières ou les employées ; de même ils doivent organiser ou s'associer à l'organisation de réunions publiques soit pour les ouvrières ou les employées d'une branche d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes les branches, dans un pays ou dans une région, une ville ou un quartier, etc. Ces réunions, ces conférences ouvertes s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses, elles élisent des comités ad hoc, des délégations, etc. Elles sont la traduction de la méthode même avec laquelle les communistes font leur travail de masse, la méthode du *Front unique ouvrier* élaborée par le 3e et le 4e congrès de l'IC.

Il est intéressant de relater à ce sujet la discussion entre la communiste allemande Clara ZETKIN et LÉNINE qui précéda le troisième congrès de l'IC.

S'inspirant du modèle des conférences de femmes sans-parti organisées par les bolchéviks en URSS, Clara ZETKIN avait conçu le projet d'étendre cette méthode à l'échelle internationale et d'organiser un congrès mondial des femmes. Elle présenta son projet à Lénine en vue d'obtenir son appui et de le défendre ensuite au congrès de l'IC.

Selon elle, ce congrès devait rassembler le plus largement les déléguées du plus grand nombre de pays, provenant des organisations syndicales, des organisations politiques du mouvement prolétarien, mais aussi des organisations bourgeoises de femmes de toutes tendances, ainsi que les personnalités féminines en vue, du monde médical, de l'enseignement, les écrivains, etc. Au centre de sa préparation se trouveraient les communistes, au niveau de l'Internationale mais aussi dans chaque section nationale. Le congrès devait être l'occasion d'une campagne publique de masse en vue d'attirer l'attention des grandes masses de femmes, les pousser à une étude approfondie des questions débattues sur leurs conditions, soulever leur intérêt pour le congrès et donc pour le communisme et les partis de l'IC. Il devait être une sorte de "représentation populaire", une assemblée internationale de déléguées n'ayant rien en commun avec un parlement bourgeois.

Les communistes y formeraient une délégation parfaitement homogène ; ils y défendraient leurs thèses, leurs résolutions, leurs mots d'ordre en faisant tous les efforts pour placer leur politique au centre du congrès, et de l'intérêt de l'opinion publique.

Lénine réagit au projet, d'abord en affirmant qu'un tel congrès accomplirait un travail important. "Il nous permettrait, dit-il, de conquérir les grandes masses de femmes, notamment, les femmes occupées à un travail professionnel de toute sorte : ouvrières de l'industrie, femmes de ménage, institutrices et autres employées". ²⁷

Il voyait l'importance du congrès du point de vue de son apport, comme expression de la "révolte consciente des femmes", au mouvement du prolétariat engagé partout dans d'importants conflits économiques et des grèves politiques. Mais Lénine posa à Clara Zetkin une question fondamentale :

"... ne craignez-vous pas, dit-il, que dans les comités et le congrès même, vous, les femmes communistes, ne soyez écrasées par la supériorité numérique des représentantes de la bourgeoisie et du réformisme et par leur habileté certainement supérieure ? Et puis, avant tout, êtes-vous réellement sûre de la préparation marxiste de nos camarades communistes, de celles dont on pourrait constituer un groupe de choc capable de soutenir avec honneur le combat ?" ²⁸

À cela Clara Zetkin répondit qu'au nombre et à l'habileté des éléments non communistes, les communistes opposeraient la supériorité scientifique du matérialisme historique dans l'interprétation des problèmes sociaux. Elle précisa que la formation insuffisante de certaines camarades serait complétée par une préparation et un travail systématique en commun. Elle ajouta :

"Et même si nous étions battues au vote, le fait seul de notre lutte mettrait le communisme au premier plan et aurait une grande portée de propagande, tout en nous créant de nouveaux points d'appui pour notre lutte". ²⁹

Lénine reprit :

"Je crois que vous avez raison. Après une lutte acharnée, la défaite elle-même serait un gain, une préparation aux conquêtes futures parmi les masses

²⁷ Lénine, op. cit., pp. 126-27.

²⁸ Lénine, ibid., pp. 125-126.

²⁹ Ibidem.

de femmes laborieuses ... Il est impossible que nous y perdions tout. Mais Je compte évidemment sur la victoire, je la souhaite de tout cœur. Elle augmenterait considérablement notre puissance, étendrait et consoliderait le front de notre lutte, elle apporterait dans nos rangs de l'animation, du mouvement et de l'activité. C'est toujours utile."

Mais Lénine appuyait aussi le projet de congrès et sa forme pour une autre raison fondamentale, à savoir que :

"... le congrès accroîtra l'inquiétude, l'incertitude, les contradictions et les conflits dans le camp de la bourgeoisie et de ses amis réformistes ... il y aura là d'honnêtes socialistes-démocrates apprivoisées sous le commandement suprême de Scheidemann, de Ditmann, de Leigien, et de pieuses chrétiennes bénies par le pape ou adeptes de Luther, d'authentiques filles de conseillers privés et des femmes de conseillers d'État frais émoulus, des pacifistes anglaises distinguées comme des ladies et d'ardentes suffragistes françaises. Quel chaos, quel désarroi du monde bourgeois sera révélé par ce congrès ! Quel tableau de désespoir inconsolable ! Le congrès accentuerait la désintégration de la contre-révolution et diminuerait par cela même ses forces. Or tout affaiblissement des forces de l'ennemi équivaut à l'augmentation de notre puissance. Moi, je suis pour le congrès." ³⁰

On trouve dans cette discussion l'expression de la pensée dialectique communiste dans toute sa richesse.

Le gauchisme qui pérore sur la lutte des classes mais en ignore profondément la méthode et les ressorts, verra sans doute dans l'invitation adressée aux organisations bourgeoises de femmes un compromis inadmissible avec la pureté des principes du communisme. Mais il n'y a là ni compromis, ni trahison révisionnistes !

LÉNINE et Clara ZETKIN ne proposent pas la coalition des organisations bourgeoises et des organisations ouvrières. Ils ne proposent pas une alliance programmatique de la bourgeoisie et de la classe ouvrière sur la question de la lutte contre l'oppression de la femme. Mais ils savent qu'en prenant l'initiative d'organiser un congrès international des femmes, si les communistes sollicitent la présence des organisations bourgeoises de femmes, le congrès aura d'abord un prestige sans commune mesure et fournira ainsi une tribune incomparable aux communistes pour défendre leurs positions, en toute indépendance. Le congrès mondial des femmes ne fut toutefois par organisé parce qu'il se heurta à l'opposition des com-

³⁰ Lénine, *ibid.*, pp. 125-126.

munistes allemands et bulgares qui à cette époque dirigeaient les forces les plus importantes du mouvement communiste des femmes.

Lénine déplora profondément la position de ces communistes en déclarant :

"C'est dommage, bien dommage ! Ces camarades ont négligé la brillante possibilité d'ouvrir aux grandes masses de femmes des perspectives nouvelles, meilleures et de les faire participer ainsi à la lutte révolutionnaire du prolétariat".

Et il ajouta à l'adresse de Clara Zetkin : "Continuez à chercher l'accès des masses de femmes ... Cherchez-le coûte que coûte". ³¹

³¹ Lénine, *ibid.*, p. 127.

Les marxistes et l'émancipation de la femme

7.

Comment le parti structure-t-il son travail parmi les femmes ?

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse marxiste scientifique de l'oppression de la femme et des conditions de sa suppression, les principes et les méthodes du travail qui découlent de cette analyse ont des implications organisationnelles dans le Parti.

Il faut d'abord réaffirmer que les communistes ne considèrent pas la question de la femme comme une question séparée, au sens où la femme et la lutte pour l'émancipation de la femme échapperait à la politique, donc au communisme et à ses principes.

"Il faut bien mettre au point, comme le disait Lénine dans le cadre de la préparation des thèses à soumettre au 3e congrès de l'IC, la question du lien indestructible entre la situation de la femme en tant qu'être humain et membre de la société, et la propriété privée des moyens de production. De cette façon, nous sommes sûrs de nous désolidariser du mouvement bourgeois en faveur de "l'émancipation de la femme". Cela nous donne le motif d'envisager le problème féminin comme une partie de la question sociale, ouvrière, et nous autorise de ce fait à le rattacher solidement à la lutte prolétarienne de classe et à la révolution". ³²

³² Lénine, *ibid.*, p. 114.

Il n'y a pas de libération de la femme sans solution de la question sociale, donc sans socialisme.

De là découle organisationnellement qu'il n'y a pas d'organisations séparées de femmes communistes et qu'une communiste est membre du parti, *avec les mêmes devoirs et les mêmes droits que ses camarades du sexe masculin*. Tel est le premier principe organisationnel proclamé par l'IC.

Mais parce que la question de la femme n'est pas une question séparée et que les femmes communistes n'ont pas un statut distinct au sein du parti, il ne s'ensuit nullement que la situation de la femme en régime capitaliste - sa double oppression - ne réclame pas des méthodes de travail communiste particulières et des organes spéciaux au sein du parti pour s'en charger. Au contraire, dit Lénine,

"Nous ne devons pas fermer les yeux sur les faits. La mentalité arriérée, apolitique, non sociale de ces masses de femmes, l'exiguïté de leur champ d'action, la mesquinerie de leur mode de vie -voilà les faits. Il serait absurde tout à fait absurde de s'en détourner. Il nous faut avoir nos propres organismes qui travaillent parmi les femmes, des méthodes de propagande et des formes d'organisation spéciales". ³³

Cette position en faveur des méthodes de travail particulières parmi les femmes et de la création d'organismes spéciaux au sein du parti allait être reconnue par l'IC et proclamée par son troisième congrès comme principe organisationnel allant de pair avec l'égalité en devoirs et en droits des femmes communistes dans le parti. Elle s'opposait à la position de communistes, notamment en Allemagne, qui s'étaient résolument objectés aux méthodes particulières et aux organismes spéciaux de travail parmi les femmes.

Clara Zetkin a relaté que ces camarades tentaient de prouver que les partis communistes qui, en principe, admettent entièrement l'égalité des femmes, devaient poursuivre leur travail parmi les masses laborieuses sans distinctions quelconques. Ils considéraient les méthodes particulières

³³ Ibidem.

res et les organismes spéciaux comme de l'opportunisme, comme la trahison et l'abandon du principe d'égalité.

Lénine fustigea ces communistes en disant que leur position découlait d'une conception "fort rigide", qu'elle était le fait de "cerveaux révolutionnaires mais brouillons", trahissant leur incapacité d'analyser les faits réels en se réfugiant derrière "la pureté du principe". ³⁴

Par leur position ces camarades démontraient à l'égard de la femme les mêmes préjugés que les communistes ont pour tâche de combattre avec acharnement aussi bien dans leurs rangs que dans tout le prolétariat et dans la société tout entière.

L'Internationale Communiste rendit obligatoire pour tous ses partis membres la création de sections ou commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, en premier lieu d'une Commission Centrale fonctionnant auprès du Comité Central, pour l'accomplissement du travail parmi les femmes.

Organe spécial du travail parmi les femmes, cette Commission Centrale devait préparer au compte du CC l'élaboration de la ligne politique, les perspectives, les méthodes de travail et les mots d'ordre à mettre de l'avant dans ce travail. Elle avait notamment comme responsabilité la publication d'une "feuille" centrale et la rédaction de journaux périodiques pour les femmes laborieuses.

L'IC appréciait toute l'importance du travail de cette commission et décidait qu'en conséquence :

"Si la directrice de la section (commission) des femmes auprès du Comité Central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité Central du Parti ou bien élue au congrès général de ce dernier". ³⁵

Dans chaque école du Parti, il devait obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes.

³⁴ Lénine, *ibid.*, p. 116.

³⁵ *Quatre premiers congrès mondiaux*, op. cit., p. 149.

Précisons enfin que le travail de cette commission centrale (et des autres commissions fonctionnant auprès des autres comités du parti) était conçu par l'IC dans un esprit de "libre initiative", destinée à susciter plutôt qu'à étouffer l'activité créatrice de la femme. Un principe général venait sanctionner cette conception politique :

"Unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, disait l'IC, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme". ³⁶

³⁶ Ibidem, p. 146.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

De la synthèse que nous venons de présenter sur les principes et les méthodes du communisme dans le travail politique parmi les femmes découlent pour notre organisation un ensemble de conclusions que nous résumerons ici brièvement.

1) En fonction de la ligne politique développée dans la synthèse qui précède, nous devons, compte tenu du développement de l'organisation et des tâches centrales sur lesquelles se fonde sa construction, commencer un travail centralisé et systématique parmi les femmes.

2) Ce travail doit s'accomplir principalement dans les syndicats, c'est-à-dire là où les femmes sont déjà intégrées organisationnellement aux rangs du prolétariat et où se font déjà (au moins depuis quelques années) des rassemblements, des actions et des initiatives pour la revendication des droits des femmes, contre toutes les formes de l'oppression qu'elles subissent en régime capitaliste aussi bien sur le plan légal (législation réactionnaire du mariage, du divorce, des enfants légitimes ou naturels, de l'avortement) que sur le plan économique (à travail égal, salaire égal) et social (revendications d'un système de garderie public généralisé financé par l'État et contrôlé exclusivement par ses usagers, lutte contre l'influence de l'Église dans l'Éducation, etc.).

3) Nous devons pour ce faire ajouter à la synthèse qui précède une plate-forme concrète de revendications pour les droits des femmes à partir d'une étude (dont des éléments existent déjà dans les centrales syndicales) de la situation qui lui est faite au Canada et au Québec.

4) L'exposé et la diffusion de notre ligne générale sur cette question, la défense des revendications que nous mettons de l'avant, l'élaboration de perspectives, dans le cadre de la stratégie du Front Unique Ouvrier, pour entraîner les femmes dans la lutte politique sont déterminantes pour gagner au communisme, des femmes aujourd'hui inorganisées, ou organisées seulement dans les syndicats.

5) Ce travail ne peut se faire comme un travail "séparé", mais essentiellement au compte de l'organisation entière, c'est-à-dire de manière centralisée, sous la responsabilité du Comité Central, par un comité ou une commission qui en soit chargée spécialement. Ce comité ou la commission devrait être sous la direction d'une camarade ; il devrait se composer non seulement de femmes mais aussi d'hommes puisqu'il ne s'agit en rien de mener notre travail parmi les masses féminines sur la base d'un partage sexuel des tâches dans l'organisation. La camarade directrice serait en même temps porte-parole publique de notre politique en direction des femmes dans les organisations ouvrières, ou ailleurs.

6) Nous devons continuer d'appliquer avec la plus grande attention ce principe fondamental à savoir que tous les camarades de l'organisation ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

7) Dans l'application de ce principe d'égalité en droits et en devoirs de tous les camarades, nous devons tenir compte avec le plus d'attention de la situation des camarades féminines qui ont la charge d'enfants ou sur qui pèse le fardeau des tâches domestiques. Nous ne devons agir en aucune circonstance comme si les tâches domestiques étaient d'ores et déjà socialisées, et comme si les femmes qui ont des enfants avaient les mêmes conditions que les hommes pour participer au travail social.

8) Nous reconnaissons que si la maternité comme telle est une fonction sociale imposée par la nature à la femme, il n'en va pas de même de l'ensemble des tâches domestiques dont la femme hérite le plus souvent mais qui ne lui sont en rien imposées par la nature ! Comme communistes, dans nos ménages, nous n'agissons donc pas comme si les tâches domestiques étaient le lot naturel de la femme, mais nous visons à ce que

ces tâches soient *réellement* partagées et supportées par le couple, et non par la femme seule ou d'abord par elle.

9) Par ailleurs, justement parce que la maternité est une fonction sociale, dont l'accomplissement est nécessaire au prolétariat même, nous n'entretenons dans nos rangs ou à l'extérieur aucune attitude qui tende à décourager l'exercice de cette fonction.

10) Nous savons que l'éducation socialisée des enfants est cent fois supérieure à l'éducation bourgeoise isolée, mais nous ne prétendons pas que cette éducation socialisée est aujourd'hui réalisée ou accessible à la plupart des couples. Nous savons qu'il n'existe pas de réseau public généralisé, de qualité et à coût réduit, de garderies. Nous savons que même là où des garderies "privées" existent, elles sont souvent à prix élevés, inabordable pour les couples, et que même lorsqu'elles sont à prix abordables, il n'est pas toujours évident ! qu'elles offrent des conditions d'éducation supérieures aux enfants ! Nous reconnaissons donc que les femmes et les couples peuvent être amenés à garder leurs enfants à la maison pendant des périodes de temps plus ou moins prolongées et qu'ils doivent en conséquence prendre une partie de leur temps pour assumer cette charge, tout en poursuivant leur travail de militants dans l'organisation.

11) Nous sommes des partisans irréductibles de la femme au travail parce que nous savons que c'est en échappant aux tâches domestiques, dans les quatre murs de la maison, que les femmes et les hommes élargissent le mieux leurs horizons, développent leur conscience politique et sociale. Nous le savons pour nos camarades mêmes, parce que c'est dans un milieu de travail, comme militantes, qu'elles trouvent les meilleures conditions d'accomplissement de leurs tâches de communistes. Mais nous savons aussi qu'en régime capitaliste, toutes les femmes ne peuvent pas s'affranchir du joug domestique et de la charge des enfants qui pèsent sur elles et donc aller se chercher un travail à l'extérieur. Et nous reconnaissons que ces femmes ménagères ont leur place dans l'organisation au même titre que toutes les femmes et tous les camarades.

Il importe en terminant de rappeler les propos de LÉNINE concernant l'attitude des communistes à l'égard de la femme :

"Parmi nos camarades, disait-il, il y en a encore beaucoup dont on peut dire malheureusement : "grattez un peu le communiste et vous trouverez le philistin". Certes, il faut gratter à l'endroit sensible : sa mentalité à l'égard de

la femme. En est-il une preuve plus évidente que le fait que les hommes regardent tranquillement les femmes s'user à un menu travail monotone, éreintant, qui absorbe leur temps et leurs forces : les soins du ménage ? Ils voient avec cela se rétrécir peu à peu l'horizon de leurs compagnes, ternir leur esprit, ralentir le battement de leur cœur, faiblir leur volonté."

"Il y a très peu de maris, même parmi les prolétaires qui pensent à alléger sensiblement les peines et les soucis de leurs femmes ou même à les en débarrasser complètement, en les aidant au "travail féminin" ... La vie domestique de la femme, c'est le sacrifice quotidien d'elle-même dans de petits riens. L'ancienne domination du mari survit sous une forme latente. Son esclave s'en venge objectivement, sous une forme latente également : l'état arriéré de la femme, son incapacité à comprendre les idéaux révolutionnaires du mari affaiblissent son courage et sa résolution dans la lutte ... Notre travail communiste parmi les masses de femmes, notre activité politique comporte une grande part de travail d'éducation parmi les hommes. Il faut extirper jusqu'aux moindres vestiges l'ancien point de vue esclavagiste, dans le parti comme dans les masses. Cela concerne nos tâches politiques au même titre que la formation urgente d'un état-major de camarades, hommes et femmes, qui ont une sérieuse préparation théorique et pratique pour exécuter et faire progresser le travail du parti parmi les femmes laborieuses". ³⁷

Fin.

³⁷ Lénine, op. cit., pp. 119-120.